

Rwanda - Evacuation par l'ONU de civils à Kigali

Bedford, Julian

Reuters, 18 juin 1994

KIGALI, 18 juin, Reuter - Les casques bleus ont évacué samedi environ 300 civils rwandais bloqués par les combats à Kigali alors qu'à Paris, le président François Mitterrand annonçait une intervention française imminente.

L'échange de civils - Hutus contre Tutsis à part égale - s'est déroulé avec, en toile de fond, des tirs de mitrailleuses en guise d'avertissement, a dit le commandant Jean-Guy Plante, porte-parole de la Mission d'assistance de l'Onu au Rwanda (Minuar).

Ce dernier a souligné la volonté de l'Onu de procéder à l'évacuation "du plus grand nombre de gens possible".

Les combats, qui opposent forces gouvernementales et rebelles du Front patriotique du Rwanda (FPR) malgré un cessez-le-feu annoncé par l'Oua à Tunis, avaient retardé le départ des camions de la Minuar chargés de transporter les civils.

Les Tutsis venaient de l'hôtel des Milles Collines, tenu par les forces gouvernementales, et les Hutus de l'Hôpital du roi Fayçal, aux mains des rebelles.

Selon leur récit, les Tutsis ont été pris de terreur à l'arrivée, vendredi, de miliciens Hutus et ils n'ont dû leur salut qu'à l'intervention rapide de l'armée gouvernementale. "Nous étions entre les mains de Dieu. Tout aurait pu arriver", a commenté un des réfugiés, Francis Ngereko.

Des milliers de civils se sont réfugiés dans des hôtels, églises et autres bâtiments depuis les massacres qui ont suivi l'attentat du 6 avril qui a coûté la vie au président rwandais Juvénal Habyarimana. On parle d'un demi-million de victimes dans cette ancienne colonie belge d'Afrique centrale.

Vendredi, le commandant de la Minuar, le général canadien Roméo Dallaire, avait affirmé qu'il entendait poursuivre les opérations d'évacuation malgré l'insécurité à Kigali. On ignore s'il a reçu des assurances pour cela des deux belligérants.

— Paris pressé d'intervenir —

Son adjoint, le général ghanéen Henry Anyidoho, s'est déclaré plutôt optimiste. "Comme vous le voyez, tout se passe bien. Ils nous ont assuré que rien n'arriverait aux réfugiés", a-t-il dit à Reuter.

Aux Nations unies, la France a demandé au Conseil de sécurité d'autoriser une opération militaire pour empêcher de nouveaux massacres avant l'arrivée de nouveaux casques bleus.

A Paris, le chef de l'Etat français a déclaré que l'envoi par la France d'une "force de protection humanitaire" était imminente et que des pays africains avaient donné leur accord pour s'y associer.

Lors d'un discours à l'Unesco, il a assuré que c'était "désormais une affaire d'heures et de jour". "Deux ou trois pays africains ont répondu favorablement, j'attends encore une réponse ferme de pays européens", a-t-il dit.

"Quoi qu'il en soit, nous le ferons. Chaque heure compte", a expliqué le chef de l'Etat.

Il a réaffirmé que la France était "prête sans attendre l'arrivée de la force des Nations unies à envoyer avec ceux de ses partenaires européens et africains qui le voudront une force de protection humanitaire destinée à assurer la sécurité des populations civiles qui ont échappé à l'extermination".

François Mitterrand a d'autre part effectué une mise au point sur le rôle joué par la France dans la crise rwandaise.

"Depuis le déclenchement des hostilités", elle a "tout fait pour éviter la reprise des combats, elle a mené une action diplomatique intense en vue d'un accord politique", a-t-il affirmé.

"On ne peut plus attendre, on le voit bien (...) Il y a donc une extrême urgence", a ajouté François Mitterrand.

Le FPR est hostile à une intervention de la France, accusée d'avoir soutenu et armé les forces gouvernementales et les milices. /JLF

(c) Reuters Limited 1994